



Pour les AESH et une école réellement inclusive TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 16 JANVIER !

On le sait maintenant assez bien, quand ce gouvernement nomme quelque chose, il faut comprendre l'inverse, et s'attendre à la politique qui va avec. Les grands discours sur l'école « réellement » inclusive, « priorité » du ministère, n'ont pas démenti la logique. Aux grands sourires d'affichages sur la possibilité offerte à tout·e élève en situation de handicap d'avoir un accompagnement au plus près de ses besoins, répondent la précarité toujours maintenue des AESH (accompagnant·es d'élèves en situation de handicap), accrue d'un renforcement de leur exploitation avec la mise en place des PIAL (Pôle inclusif d'accompagnement localisé). Ainsi, l'école « réellement inclusive » par les ministres de Macron (6 en deux ans), n'est qu'une école chargée de faire plus avec moins, et surtout à moindre coût.

20 ans depuis 2005

Après 20 ans de grandes phrases sur « l'accueil » des élèves en situation de handicap dans les établissements scolaires, le bilan de la loi de 2005 est maigre, et repose d'abord et avant tout sur des personnels maintenus dans la précarité. L'abandon des contrats uniques d'insertion pour des CDD de droit public n'a pas marqué de grande avancée. Les salaires restent d'une médiocrité scandaleuse, le statut toujours aussi fragile, et la reconnaissance inexistante.

Tout le monde déteste le management !

La mise en place des PIAL, quant à elle, s'inscrit toute entière dans l'enfoncement de la logique du New Public Management voulu les gouvernements successifs depuis des années. Parfait résumé d'une politique axée sur l'accroissement de la caporalisation et de la flexibilité sans augmentation des coûts, les PIAL viennent éclater encore un peu plus la gestion quotidienne des AESH. Alors qu'elle relevait déjà des bons vouloirs académiques, entraînant des différences de traitement en fonction de l'académie où travaillaient les AESH, les PIAL approfondissent ce traitement différencié au sein même de ces dernières, chaque pôle ayant sa politique et sa façon de gérer ses accompagnant·es. Le secrétariat des pôles confié à l'un ou l'une d'entre eux ajoute la petite cerise de caporalisation qui manquait encore, fournissant à l'administration un·e petit·e chef·fe sans augmentation de dépenses, ni statut approprié.



Des conséquences dramatiques

Les conséquences de ces choix, tous les personnels peuvent les constater, quel que soit leur poste. Des élèves dont les besoins ne sont pas pourvus, des prises en charge indigentes saupoudrées quelques heures par semaine, des profs qui ne peuvent plus gérer de front les inclusions et leurs 30 élèves, des classes qui explosent, des personnels qui craquent, des élèves « inclus-es » mais mal-traité-es, des familles dans le désarroi. Si on ajoute les leçons de morale de la hiérarchie sur notre « devoir d'accueil » et la culpabilisation des personnels qui n'y parviennent pas, on a une idée de la situation concrète qui se cache derrière les vibrantes déclarations de « l'école inclusive ».

Changer l'école

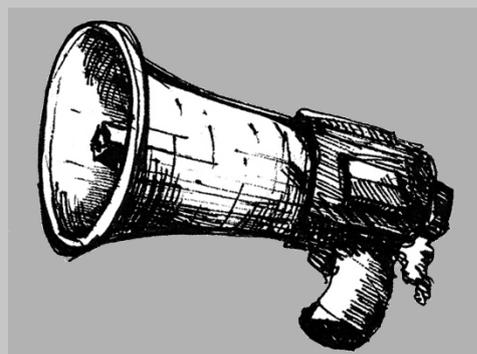
Il est temps que cette situation change, et que l'ambition d'une école pleinement inclusive ne se fasse plus sur le dos des personnels. La logique d'austérité qui domine les politiques gouvernementales depuis plus de vingt ans a là aussi fait des dégâts, et accru les difficultés d'accueil et de soin pour les familles.

Face à des ministres qui affichent chaque jour un peu plus leur mépris pour les personnels de l'Éducation nationale, à commencer par les plus précaires, nous appelons l'ensemble des personnels à se mettre en grève le 16 janvier prochain ! Obtenir des avancées pour les AESH, c'est ouvrir la porte pour en obtenir pour tous et toutes.

Pour une école solidaire et égalitaire : élèves, parents, personnels, l'école est à toutes et tous !

Nous revendiquons :

- ★ L'augmentation immédiate des salaires de tous les personnels, et en particulier des plus précaires, et une évolution significative des rémunérations sur toute la carrière
- ★ L'abandon des PIAL, des PAS et de la politique de mutualisation des moyens
- ★ La titularisation de tous les précaires, sans condition de diplôme, ni de nationalité et la création d'un corps de fonctionnaire dans la Fonction publique d'État, pour reconnaître le métier d'AESH
- ★ La reconnaissance d'un temps complet sur la base d'un accompagnement élève de 24 heures, sans ajouter de nouvelles missions sur le temps périscolaire
- ★ Un recrutement d'AESH à hauteur des besoins.



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE **LA MAUVAISE HERBE**, REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le prochain numéro.

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal et ville :

La Mauvaise herbe, CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75 020 Paris